



# Éducation populaire en Europe : quelle(s) réalité(s) ?

**Q**u'entend-on par éducation populaire ? En France déjà, la définition ne va pas de soi et il n'en existe pas d'unique. Pour Jean-Claude Richez, deux invariants permettent toutefois de mieux la cerner : favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et cet accès aux savoirs et à la culture comme condition de l'exercice de la citoyenneté. Ces deux invariants ont un corollaire qui est la mise en œuvre de pédagogies actives. Relèvent donc de l'éducation populaire tous ceux qui mettent en œuvre ces trois principes (article page 15).

Peu de littérature récente existe sur le sujet. Alors que peut bien recouvrir cette « philosophie d'action », ce « courant de pensée » en Europe ? L'éducation populaire a-t-elle/est-elle une réalité ? Que signifie éducation populaire pour les Suédois et les Espagnols ? Nous avons, pour tenter d'y répondre, interrogé nos partenaires européens. Et oui, au-delà de nos frontières, l'éducation populaire existe (toujours) bel et bien.

Il ne s'agit évidemment pas d'un panorama complet et exhaustif mais nous avons pu, au travers des actions menées par nos partenaires, dégager de nombreuses lignes communes. Tout d'abord, dans les pays scandinaves, germaniques, en Italie et en Espagne, il y a une longue tradition d'éducation populaire et d'activités culturelles qui remontent parfois au début du XIX<sup>e</sup> siècle. En Finlande, en Suède ou encore en Allemagne, elle ne s'est pas construite contre l'Église (mais plutôt avec) et il s'agit en Norvège, Suède, Danemark et Finlande de courants d'éducation des adultes. En revanche, comme en France, l'éducation populaire en Italie, en Espagne (maisons du peuple, mutuelles ouvrières, coopératives, etc.) et en Belgique s'est souvent heurtée à la religion et/ou au conservatisme au cours de leur histoire. Tous ont eu et ont toujours le souci de l'émancipation de l'individu dans le collectif.

Un peu à part, on trouve la Grèce où le secteur associatif est encore peu structuré malgré les mouvements anti-austérité issus de la crise, et l'Angleterre, où à l'inverse, les associations sont nombreuses et « professionnalisées », où le bénévolat est prégnant mais où le modèle économique (notamment le financement des ONG par l'État) et les pratiques sont trop éloignés pour faire des comparaisons, du moins actuelles.

Formation pour adultes, émancipation des femmes, accès de tous à la culture, droit des minorités, inclusion sociale, lutte contre les préjugés, engagement, volontariat, bénévolat... toutes ces actions ne se réclament pas formellement de l'éducation populaire mais elles participent indéniablement à sa définition, à ces deux invariants évoqués plus haut. S'il devait y avoir une « exception » française, elle serait dans le lien qu'entretient l'éducation populaire chez nous avec l'éducation formelle. Hormis nos amis de la Ligue de l'enseignement belge, il n'y a pas aujourd'hui dans les autres pays européens de relation aussi étroite avec l'école.

Finalement, le terme et les fondements de l'éducation populaire sont anciens, les pratiques le sont moins et elles diffèrent d'un pays à l'autre, suivant les périodes historiques. Quelle importance revêt-elle aujourd'hui en Europe ? Il y a dans les grands axes stratégiques européens la validation des apprentissages non formels et informels dans le cadre de la logique d'éducation tout au long de la vie, un des axes majeurs de l'éducation populaire. Il y a aussi une volonté de prendre en compte l'intérêt général et la dimension de citoyenneté active de l'éducation populaire... Dans ce dossier, tous ces acteurs de la société civile affichent leur volonté de mieux s'organiser pour que le dialogue civil européen soit réellement effectif. Mais ça, c'est un autre sujet.

## DANS CE DOSSIER

- Finlande : « L'éducation populaire n'a rien de marginal », interview de Kari Anttila
  - Italie : « Il faut construire un réseau européen », interview de Carlo Testini
  - Allemagne : Le volontariat, culturel et populaire
  - Grèce : Se former et s'épanouir
  - Suède : Lire et écrire pour défendre ses droits
  - Angleterre : Être bénévole après 50 ans
  - Belgique : Accéder à la citoyenneté par l'alphabétisation
  - Espagne : Être femme, rom et émancipée
  - Europe : Dimensions européennes de l'éducation populaire
- Rédacteurs en chef du dossier : Ariane Ioannides, David Lopez et le service international*

• Ariane Ioannides

# « L'éducation populaire n'a rien de marginal »

*Kari Anttila est l'ancien secrétaire d'État finlandais à la Culture et à l'Éducation et ex-secrétaire général de TSL<sup>1</sup>, une importante association qui promeut l'éducation pour les adultes. Ce militant de longue date nous explique ce que représente la formation tout au long de la vie en Finlande ; une formation continue professionnelle mais aussi générale (élémentaire ou secondaire supérieure).*

**Les Idées en mouvement :** Jusqu'à très récemment, vous étiez secrétaire d'État à la Culture et à l'Éducation. Vous avez également un important parcours militant...

**Kari Anttila :** Avant d'être secrétaire général de TSL, j'ai été consultant et formateur pendant 15 ans pour les collectivités territoriales. J'ai beaucoup travaillé avec les ONG et le secteur public. J'ai enfin été fortement impliqué dans les mouvements de jeunesse notamment via Allianssi ry, la coordination des associations de jeunesse et d'éducation en Finlande. J'ai été professeur dans une école pour les professionnels de la jeunesse (animateurs...), membre d'organisations écologiques, sociodémocrates, etc. La société civile organisée est mon moteur, ce qui m'a fait avancer dans la vie et ce qui me permet d'agir concrètement pour un monde meilleur.

**Qu'entendez-vous par « éducation populaire » en Finlande et quelle place occupe-t-elle dans la société ?**

En Finlande, elle est essentiellement axée sur la formation pour adultes<sup>2</sup>. C'est en quelque sorte l'éducation de la deuxième chance au sens noble du terme. Nous pensons en effet que chaque personne a le droit à un nouveau départ. C'est un principe très important de notre système éducatif en général. En Finlande, nous avons plusieurs « lieux éducatifs » : la formation pour adultes en fait partie. Deuxième chose : nous sommes convaincus qu'une personne motivée peut augmenter ou renforcer ses compétences. Enfin, la troisième caractéristique est que dans notre pays, les associations et ONG occupent une place importante dans la société civile. À TSL, nous formons des personnes qui ont le désir d'être des citoyens actifs dans des conseils locaux par exemple. En résumé, la formation des adultes finlandaise repose sur l'idée qu'un

individu doit croire en son potentiel pour agir et prendre une part active au sein de la société. Ce que vous appelez « éducation populaire », ce qu'on appelle « formation des adultes » n'a rien de marginal en Finlande...

**Comment la formation pour adultes est-elle concrètement représentée dans la société finlandaise ?**

Nous avons des centres d'éducation pour adultes, puis des universités populaires, des universités d'été, des centres d'études et enfin des instituts sportifs. Nous avons environ 300 centres d'éducation (centres de formation) pour adultes gérés par les municipalités. Les cours sont ouverts à tous. Au total, cela concerne chaque année plus d'un million de personnes (sur une population de 5,3 millions d'habitants). Les premières universités populaires ont été fondées en 1891 sous l'inspiration du philosophe Grundtvig<sup>3</sup> qui a eu une influence très importante dans le pays. Nous en comptons aujourd'hui 87 : libres, formations longues, courtes, etc. Parallèlement, nous avons une vingtaine d'universités d'été, qui sont ouvertes à tous. Le secteur de la formation pour adultes a donc une « vieille » tradition, surtout à l'époque où de nombreux travailleurs n'avaient pas accès à l'éducation formelle. Un constat que nous partageons d'ailleurs avec l'église luthérienne, avec laquelle nous n'avons pas d'opposition sur ces questions. Aujourd'hui, les choses ont évolué et si notre système éducatif est bien meilleur qu'avant, nous avons un public cible différent.

**Quel public touchez-vous aujourd'hui ?**

Les résultats PIAAC<sup>4</sup> sur l'évaluation des compétences des adultes montrent qu'il y a un énorme besoin d'éducation tout au long de la vie, particulièrement chez les seniors qui doivent faire face aux

défis d'une société de l'information, et qui n'ont pas les compétences requises. Les immigrés (compétences linguistiques et apprentissage du fonctionnement de notre société) et les chômeurs sont également un public cible. Aujourd'hui, l'ambiance est tendue en Europe et en Finlande où ces personnes sont stigmatisées et où les discours haineux à leur rencontre se multiplient. Nos plus grands défis sont donc l'inclusion sociale et le droit des minorités, pour construire une société où chacun puisse avoir une place. Politiquement, nous allons devoir composer avec un gouvernement plus conservateur<sup>5</sup> qui a tendance à soutenir les formations qualifiantes.

**Plusieurs études montrent que le système scolaire finlandais est l'un des meilleurs des pays de l'OCDE. Quel lien entretient la formation des adultes avec l'école ?**

Nous fonctionnons en parallèle. L'éducation des adultes est assez autonome. En revanche, elle fait partie des programmes de l'éducation de base puisque les centres de formation peuvent dispenser des cours, améliorer les savoirs de base et faire passer des examens nationaux. Il n'y a pas de concurrence. La formation continue a une valeur ajoutée et elle est reconnue. L'expérience dans le travail est valorisée par des compétences. Celles-ci, qu'elles aient



© DR

été acquises à l'école, à l'université ou dans le travail, constituent les bases de la qualification. C'est là le lien le plus fort entre ce que vous appelez l'éducation formelle et non formelle. Je nuancerais un peu le propos car aujourd'hui, la société tend à survaloriser de plus en plus le diplôme.

• **Propos recueillis par Eve-Laure Gay et Ariane Ioannides**

1. Après les résultats des élections législatives, Kari Anttila a été choisi comme secrétaire général du groupe parlementaire SPD (social-démocrate). Il a donc quitté son poste de secrétaire général de TSL.
2. Dans une moindre mesure, il existe des activités en direction de la jeunesse organisées notamment par le scoutisme ou les collectivités territoriales.
3. Nikolai Frederik Severin Grundtvig (1783-1872), est un pasteur luthérien, écrivain, linguiste, historien

et pédagogue danois. Initiateur des écoles populaires, il est considéré comme le père de la formation tout au long de la vie ou formation continue. Aujourd'hui Grundtvig est le nom d'un ensemble d'actions mené par la Commission européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation, et dans le cadre du vaste programme Socrates.

4. L'évaluation des compétences des adultes est une étude internationale menée dans 33 pays de l'OCDE dans le cadre du PIAAC (Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes). Elle mesure les facultés cognitives et les compétences dans le monde du travail qui sont estimées nécessaires afin que les individus évoluent avec succès dans la société et sont essentielles à la prospérité de l'économie.

5. Les élections législatives d'avril 2015 ont vu la victoire des centristes, le parti d'opposition. Le parti conservateur arrive en 3<sup>e</sup> position. Le parti des Vrais Finlandais, eurosceptique et nationaliste, arrive 2<sup>e</sup>. Le Parti social-démocrate (SPD), membre du gouvernement sortant, arrive en 4<sup>e</sup> position.

À SAVOIR

## TSL, L'ÉDUCATION DE LA DEUXIÈME CHANCE

TSL (Työväen Sivistysliitto) – WEA (Workers' Educational Association) est l'une des plus importantes associations éducatives de Finlande. Fondée en 1919, elle gère plusieurs centres de formation pour adultes. Au-delà des cours dispensés (savoirs de base, compétences linguistiques...), elle propose du conseil (dans l'éducation), publie des recherches, forme des tuteurs et des décideurs locaux à devenir des experts de la politique régionale et structurelle de l'Union européenne, des délégués syndicaux ou toute personne active dans une association. TSL-WEA se concentre sur les compétences du travail en équipe, sur les connaissances en communication, les technologies et le développement personnel. Chaque année, 150 000 personnes participent à leurs activités éducatives et culturelles. Sur un plan politique, elle promeut l'éducation tout au long de la vie. TSL est un cercle d'études social-démocrate, en accord avec les valeurs du mouvement travailliste finlandais (il existe des dizaines de cercles d'études « politiques » (Verts, conservateurs, etc.) ou « religieux »).

[www.tsl.fi/in\\_english](http://www.tsl.fi/in_english)

## ITALIE

# « Il faut construire un réseau européen »

*Si l'éducation populaire en Italie n'a pas de lien avec l'école et l'éducation formelle comme en France, elle garde de ses origines une identité très politique. Carlo Testini, directeur du secteur culturel d'Arci, mouvement d'éducation populaire, nous explique sa réalité aujourd'hui et les défis à venir de son organisation.*

*Les Idées en mouvement : Quelle est la place de l'éducation populaire en Italie ?*

**Carlo Testini :** Aujourd'hui en Italie, la notion d'éducation populaire n'a pas vraiment de résonance. Elle en a eu à une période plus complexe de notre histoire et de notre développement : après la Seconde Guerre mondiale jusque dans les années 60, quand les classes les plus pauvres se sont émancipées. Les nombreux mouvements pédagogiques de l'époque sont nés de l'affrontement entre la culture laïque, de gauche et la culture religieuse, conservatrice des partis du centre droit. Il n'y a pas eu de véritable mouvement organisé des enseignants qui auraient promu le concept d'éducation populaire mais des enseignants qui ont soutenu l'enseignement libre dans un contexte social et culturel particulier.

*Existe-t-il malgré tout un lien entre l'école et l'éducation populaire ?*

Non, malheureusement, il n'y a aucun lien. De nombreuses écoles proposent des activités culturelles connexes à l'éducation formelle mais elles sont financées par les familles. En Italie, on parle surtout de formation continue, ce qui est encore différent du concept d'éducation populaire qu'Arci promeut dans son réseau. Nous partons du principe qu'il est nécessaire d'améliorer la « capacité culturelle » des personnes pour les rendre plus indépendantes et surtout pour être les protagonistes de la (leur) société. Le cinéma, le théâtre, la lecture, les processus de création en général, peuvent être des outils efficaces dans la formation et la promotion de l'éducation populaire.

*La vie coopérative semble en revanche assez développée en Italie. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?*

En Italie, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début des années 1900, ont été bâties de nombreuses « sociétés ouvrières » par les travailleurs des grandes industries du nord et par les paysans du sud du pays. Ces « sociétés de secours mu-

tuel » étaient à la fois un lieu d'assistance et de soutien pour les personnes les plus pauvres mais aussi un lieu de rencontres où il était possible de discuter librement de politique. Les mouvements civiques se sont organisés. Les « maisons du peuple » se sont développées à la même période, construites par les travailleurs, et abritaient coopératives de consommation, sièges de partis de gauche, bureaux syndicaux, lieux culturels, de loisirs et de sports. Pour la plupart liées aux mouvements de gauche, elles ont été, pendant les 20 ans du régime fasciste, fermées ou transformées en sièges du « fascio ». Après la libération en 1945, elles ont été rouvertes et les travailleurs ont réinvesti ces lieux. Pour rendre le mouvement associatif plus fort, il a fallu construire un réseau regroupant toutes ces expériences. Arci est née en 1957 en associant les structures proches des partis communistes et socialistes. Dès lors, ces mouvements associatifs et coopératifs se sont beaucoup renforcés. Aujourd'hui, ces différents secteurs sont autonomes mais il subsiste encore des structures où siègent les associations, les syndicats et les coopératives.

*Quels sont les défis auxquels est confrontée Arci aujourd'hui ?*

Nous sommes actuellement en train de repenser notre action politique et notre organisation. Nos défis sont si grands qu'il nous faut utiliser tous les outils des associations et de l'entreprise sociale



© Arci

pour renforcer notre projet d'éducation populaire et peser sur la transformation de la société. Au cours des deux dernières décennies, Arci a maintenu ces formes historiques d'associations liées aux loisirs, à l'accès à la culture. Parallèlement, nous avons développé de nombreuses activités liées à la protection des droits de la personne. La bataille pour les droits des migrants est devenue le symbole de l'engagement d'Arci<sup>1</sup> en ce sens. Toujours à la recherche d'un modèle de société juste et durable, nous soutenons les réseaux de la Méditerranée et de l'Europe œuvrant pour la protection des droits de l'Homme : accès à la culture, à la citoyenneté, à la sexualité, droits à la tolérance y compris religieuse, lutte contre les inégalités et les ma-

fias. Tout ce travail n'est possible qu'avec le concours des autres grandes organisations d'éducation populaire qui partagent ces valeurs, comme la Ligue de l'enseignement en France<sup>2</sup>. Un de nos objectifs communs est la promotion d'une parole associative progressiste pour la construction d'une société civile organisée et autonome au niveau européen et mondial.

• **Propos recueillis par Ariane Ioannides**

1. Arci a récemment interpellé l'Union européenne sur le drame des réfugiés. Son communiqué « Arrêtons immédiatement le massacre ! L'Europe naît ou meurt en Méditerranée » a été signé par de nombreuses organisations en Europe dont la Ligue de l'enseignement. Dix propositions sont formulées pour sortir de l'urgence. Une mobilisation internationale a eu lieu lors de la journée mondiale des réfugiés le 20 juin.

2. Depuis les congrès de Chianciano et Toulouse en 2010, les relations avec la Ligue de l'enseignement se sont renforcées. Les deux mouvements se retrouvent régulièrement au Forum social européen. Depuis 2012, des « parcours de collaboration » bilatéraux ont lieu autour de thèmes comme l'environnement, la culture, la laïcité... Les fédérations de la Ligue de l'enseignement du sud de la France ont notamment accueilli la « Caravane antimafia », un projet d'Arci pour bousculer les clichés « cinématographiques » des jeunes et les sensibiliser aux systèmes illégaux mis en place par la mafia.

## À SAVOIR

### ARCI, LA SOLIDARITÉ EN HÉRITAGE

Arci (Associazione ricreativa e culturale italiana) – Association récréative et culturelle italienne –, est le plus important mouvement d'éducation populaire italien. Née en 1957 à Florence à partir d'un projet de défense et de valorisation de l'expérience associative des « maisons du peuple » et des « sociétés de secours mutuel », son histoire et ses valeurs s'ancrent dans les racines des expériences de la mutualité au XIX<sup>e</sup> siècle, et croisent celles du développement de la solidarité et de la société civile italiennes.

L'association est autofinancée par ses membres. Elle intervient dans la promotion et le développement des associations fédérées, le soutien au tiers-secteur, à l'économie sociale, la lutte contre les exclusions sociales, la solidarité internationale, le service civique et le volontariat...

Arci fédère 5000 cercles et un million de membres. Un cercle s'appuie sur une commune, un quartier ou une région. Parmi ces cercles, 2000 sont centrés sur des activités culturelles. D'autres cercles constituent les laboratoires actifs d'une « socialité participative ». Ils s'engagent contre le racisme, pour l'insertion sociale des personnes en situation de handicap physique et mental, pour les droits des prisonniers, pour les droits des homosexuels, etc. Parallèlement, Arci monte des projets de solidarité internationale dans les territoires palestiniens, à Cuba, aux Philippines, au Brésil, au Mozambique... et participe de manière très active aux Forums sociaux européens. Enfin, chaque été, Arci organise son université populaire d'été dans la région de Florence à Cecina mare début juillet.

[www.arci.it](http://www.arci.it)

## ALLEMAGNE

# Le volontariat, culturel et populaire

*Le service civil en Allemagne a longtemps été obligatoire. Avec la suppression du service militaire en 2011, il est aujourd'hui remplacé par le volontariat fédéral, un dispositif national qui touche toutes les catégories d'âges. Très intégré dans la culture allemande, il s'ajoute aux autres dispositifs de volontariat déjà existants pour les 16-27 ans comme le volontariat social ou le volontariat écologique. Dans tous les cas, il s'agit d'un engagement d'un an qui s'effectue, comme en France, dans des associations ou les structures publiques. Zoom sur l'ASC Göttingen<sup>1</sup>, qui gère le dispositif en Basse-Saxe.*

**D**epuis la création du volontariat social dans le sport en 2002, l'ASC porte le dispositif pour le land de la Basse-Saxe<sup>2</sup>. Le club accompagne environ 750 volontaires chaque année et compte près de 900 structures d'accueil, principalement des clubs sportifs mais également de plus en plus d'établissements scolaires suite à la réforme scolaire en Basse-Saxe qui a permis le développement d'activités périscolaires.

Très populaire Outre-Rhin, l'année de volontariat est « une année de développement personnel et d'orientation profession-

nelle pour les jeunes en plus d'un engagement d'intérêt général » comme l'explique Ole Fröhlich, référent volontariat à l'ASC. Pendant leur volontariat, ils ont 25 jours de formation, répartis en trois séminaires organisés par l'ASC. Le club a également développé le volontariat à l'étranger dans cinq pays africains et en France en partenariat avec la Ligue de l'enseignement dans le cadre du volontariat franco-allemand.

Depuis 2011, l'ASC est également porteur du volontariat fédéral (Bundesfreiwilligendienst): « Ce volontariat est aussi ouvert aux



© ASC

personnes de plus de 27 ans, et pour lequel un engagement à temps partiel est possible » précise Ole Fröhlich. « À l'ASC, nous accueillons chaque année entre 20 et 40 volontaires plus âgés, souvent des seniors. Dans un même groupe peuvent se retrouver un professeur d'université à la retraite, une femme au foyer et un jeune diplômé au chômage. Le programme comprend moins de jours de formation mais nous organisons les séminaires avec la participation active des volontaires à commencer par le choix des thèmes abordés. Comme pour le volontariat social, la partie formation est un aspect fondamental de l'engagement. »

Le volontariat civil a été initié par les Églises dans les années 50. Les organisations caritatives ont rapidement suivi l'exemple en créant un volontariat dans le domaine mé-

dico-social. Aujourd'hui, les champs se sont élargis au sport, à la culture, à l'éducation, etc. En 2014, 100 000 personnes se sont engagées en Allemagne dans le cadre d'un volontariat social, écologique et du « Bundesfreiwilligendienst ».

#### • Mélanie Schoger

1. L'ASC Göttingen, club sportif créé en 1846, compte aujourd'hui 8 600 adhérents et propose un large éventail d'activités sportives qui vont des pratiques sportives classiques aux offres sportives et de loisirs répondant aux dernières évolutions du champ médical (marche nordique, gymnastique aquatique, rééducation, sport en chaise roulante). L'ASC est le plus important porteur du volontariat dans le domaine sportif en Allemagne.

Plus d'infos sur : [www.asc46.de](http://www.asc46.de)

2. Les volontariats pour les 16-27 ans sont financés par les lands.

## GRÈCE

# Se former et s'épanouir

*Organisme de formation pour adultes, DAPHNI KEK a été fondé en 1996 par un groupe d'universitaires grecs pour lutter contre le chômage.*

*Aujourd'hui, il ne reste que Vassiliki Tsekoura et son mari, toujours persuadés que la formation tout au long de la vie est indispensable en Grèce<sup>1</sup>.*

**B**asée à Patras et dans le village d'Elaiochorion (Péloponnèse), l'association propose un large éventail de formations : technologies de l'information et de la communication, agriculture, éducation artistique et culturelle en direction de publics vulnérables et en difficulté (immigrés, chômeurs, etc.).

« Nous sommes convaincus par la nécessité et la justesse de notre projet » déclare Vassiliki Tsekoura, cofondatrice de DAPHNI KEK et formatrice. Dans un contexte grec imprégné par la crise économique, financière et sociale, DAPHNI KEK doit faire face à des

situations politique et financière instables et a fait preuve d'adaptation à plusieurs reprises. Aujourd'hui, l'organisation se distingue par son travail envers les populations roms. Entre 2012 et 2014, elle a notamment mené un projet d'entrepreneuriat social sur le recyclage qui impliquait une centaine d'hommes et de femmes roms de Patras. Ce projet a été co-construit avec la communauté rom, de la sélection des participants au contenu des ateliers de formation. La cohabitation entre les roms et les Grecs qui suivent les formations n'est pas toujours facile dans un contexte de tension éco-

nomique très forte<sup>2</sup>.

DAPHNI KEK mène un travail particulier sur l'émancipation des femmes roms. Plusieurs ateliers ont été mis en place : écriture, confection de textiles, travail autour de la parentalité... Au fil des années, une relation de confiance s'est instaurée entre les formateurs et les femmes roms. Pour Vassiliki, « les formateurs ont appris autant qu'elles ». Grâce à cette approche très humaine, DAPHNI KEK a réussi à se faire un nom dans la région et à construire un réseau local de professionnels de la formation mais aussi des partenariats européens stables.

L'Europe est justement une ouverture plus que nécessaire pour DAPHNI KEK, tant sur le plan financier que politique. Membre de l'Association européenne pour l'éducation des adultes (EAEA), DAPHNI KEK apporte son expertise et milite aux côtés d'autres associations telles que la Ligue de l'enseignement pour la reconnaissance de l'éducation non formelle des adultes. En Grèce, le secteur associatif a été décimé depuis la crise économique. Pourtant, Vassiliki reste optimiste : « En Grèce, l'éducation et la formation tout au long

de la vie sont d'abord perçues comme un moyen de former des adultes avec peu ou pas de qualification. Notre but est de les rendre accessibles à tous les citoyens comme un moyen d'épanouissement et de mixité sociale. »

#### • Mélanie Schoger et Ariane Ioannides

[www.kekdafni.gr/en](http://www.kekdafni.gr/en)

[www.eaea.org](http://www.eaea.org)

1. En Grèce, le milieu associatif est encore très peu structuré et organisé. Il dépend énormément de l'aide des institutions publiques nationales, qui n'est pas très importante. Les associations les plus puissantes et influentes sont les associations religieuses et caritatives, les coopératives et celles qui agissent dans le domaine du sport. L'impact de la société civile dans les débats et dans la prise de décisions est très faible même si les syndicats gardent un pouvoir de mobilisation et de pression important.

2. Depuis l'été 2011, un mouvement anti-austérité de solidarité s'est constitué. Ouvert à tous, aux Grecs et aux migrants, il regroupe 400 structures qui interviennent dans les champs de la santé, de l'éducation, de l'aide juridique, de la culture, etc. 10 000 personnes seraient membres de ce mouvement sur tout le territoire grec. 15 % des bénéficiaires des actions participeraient également au mouvement (éléments tirés d'une intervention de Christos Giovanopoulos, membre de Solidarité pour tous). Plus d'infos sur les mouvements de solidarité en Grèce sur le magazine *Activizanship* du Forum civique européen : [www.civic-forum.eu](http://www.civic-forum.eu)

## SUÈDE

# Lire et écrire pour défendre ses droits

L'association suédoise ABF (Arbetarnas Bildningsförbund – Association d'éducation des travailleurs) met en place depuis 1999 le programme *Läs för mej, pappa!* (Lis pour moi, papa!) afin d'inciter les pères ouvriers à lire pour leurs enfants.

« Lis pour moi, papa! » est parti d'un constat simple : les hommes lisent moins que les femmes et les enfants des milieux populaires ont plus difficilement accès à la lecture. Associée dès sa fondation aux syndicats ouvriers<sup>1</sup>, ABF se lance dans le projet qui rassemble pères, grands-pères, parfois les beaux-pères et enfants âgés de 0 à 12 ans.

Au cours d'une journée, un groupe de papas rencontre un auteur. Ensemble, ils discutent du rôle du père dans l'accès à la lecture des enfants, de l'intérêt de lire à haute voix, mais aussi de lire soi-même devant son enfant. Pour Torgny Karnstedt, auteur et ancien ouvrier « ce programme a un impact majeur sur la vie et le futur des pères et de leurs enfants ». « Lis pour moi, papa! » répond à la fois à la nécessité d'offrir une seconde chance aux travailleurs mais aussi leur permet d'être des acteurs dans l'éducation de leurs enfants. Lire et écrire représente ainsi une base de confiance en soi, nécessaire à la défense de ses droits rappelle Torgny Karnstedt. Les pères suivent ensuite une visite guidée de la bibliothèque locale, afin d'en comprendre le fonctionnement, notamment celui de l'espace jeunesse. Ils empruntent un livre pour

chacun de leurs enfants et un livre pour eux. Dans le cadre de leur droit à la formation, les travailleurs sont indemnisés lors de cette journée.

Depuis sa création, des milliers de travailleurs ont bénéficié de *Läs för mej, pappa!* Marianne Högmark, la responsable du secteur culture au sein d'ABF et coordinatrice du programme a vu une nouvelle génération de travailleurs demander à bénéficier de cette journée comme leur père. Pour ABF, le programme est un réel succès : plus de la moitié des pères ont changé leurs habitudes de lecture après cette journée et se rendent régulièrement dans les bibliothèques dont l'accès est gratuit, tout comme l'emprunt. D'autres projets ont vu le jour comme *Läs för mig!* (Lis pour moi!) qui incite les parents, notamment les familles bilingues, via une campagne de communication, à lire à voix haute à leurs enfants dans différentes situations de la vie courante.

• Morgane Roturier

1. Environ 85 % des ouvriers suédois sont syndiqués.

<http://www.abf.se/>



© ABF

## À SAVOIR

### ABF, L'ÉDUCATION NON FORMELLE POUR LES ADULTES

Fondée en 1912 par le parti social et démocrate suédois – mouvement de coopération des consommateurs et la confédération des syndicats –, ABF est la plus grande association d'éducation non formelle pour les adultes en Suède. Ses actions visent entre autres à « promouvoir et développer des activités qui permettent aux gens d'être les acteurs de leur vie et susciter un intérêt pour participer à la vie de la société, à réduire les inégalités d'éducation et relever le niveau global d'éducation de la société et à renforcer l'intérêt de la société pour la culture ». ABF est présente sur l'ensemble du territoire suédois, via ses organisations membres ou ses partenaires. Plus de 650 000 personnes participent à leurs 85 000 cercles d'études (petits groupes de 8 à 12 personnes) chaque année et près de 5 millions de personnes bénéficient de leurs événements culturels. Plus globalement, 3 millions de Suédois (sur 9,5 millions d'habitants) participent à des cercles d'études.

## ANGLETERRE

# Être bénévole après 50 ans

Le Royaume-Uni a une forte culture associative<sup>1</sup>, liée à une sensibilisation précoce au bénévolat dans le système scolaire où cette pratique est très valorisée. Le projet *Grandmentor* de l'association<sup>2</sup> *Volunteering Matters* met en relation un tuteur de plus de 50 ans avec un jeune en difficulté.

**V**olunteering Matters est une organisation qui promeut l'engagement bénévole. Au Royaume-Uni, 15 000 bénévoles de plus de 50 ans participent aux différents programmes de l'association. Ceux du projet *Grandmentor* encadrent des jeunes de 16 à 24 ans des quartiers populaires de Londres (Hackney, Islington ou Hounslow) ; des jeunes exclus du système scolaire, des offres de formation ou du marché du travail. Toute la philosophie du projet réside dans l'engagement réciproque : les bénévoles s'engagent à rencontrer régulièrement le jeune sur une période d'au moins 6 mois pour lui redonner

confiance. En échange, les jeunes reçoivent une formation continue et un soutien spécialisé.

Louise Gooding, 52 ans, est bénévole *Grandmentor*. Elle s'occupe d'Anna, une jeune fille de 23 ans qui a quitté l'Erythrée, seule, à l'âge de 16 ans. « Lun de nos premiers objectifs a été de lui redonner confiance en écrivant son CV et en listant les choses pour lesquelles elle était douée. En travaillant ensemble régulièrement, nous avons développé de bons rapports amicaux. Nos conversations lui ont permis d'améliorer rapidement son anglais. Cette expérience est très enrichissante pour moi

également : sentir qu'on est toujours capable est très satisfaisant. »

• Morgane Roturier et Ariane Ioannides

1. Il n'y a pas de récentes études sur le bénévolat au Royaume-Uni. En 1997, 48 % de la population au Royaume-Uni était engagée dans un bénévolat formel « volunteer », soit près de 22 millions de personnes.

2. En anglais, on utilise l'adjectif de « charity association ». On traduit souvent par organisation caritative, qui n'est pas toujours à propos en français. On qualifie de « charity » les associations qui font appel aux bénévoles (« volunteers », à ne pas confondre avec le statut de volontaires en France), par opposition aux associations professionnelles.

## À SAVOIR

### VOLUNTEERING MATTERS, TOUS BÉNÉVOLES !

Depuis plus de 50 ans, Volunteering Matters (anciennement CSV) est une association nationale qui promeut l'engagement bénévole. Comme la plupart des associations anglaises, elle travaille beaucoup avec les collectivités locales pour lutter contre l'isolement et l'exclusion sociale des personnes vulnérables (personnes en situation de handicap, seniors, jeunes et familles). Pour Volunteering Matters, ces personnes doivent jouer un rôle actif au sein de leur « community » (à comprendre localement, dans leur quartier etc., une notion très importante Outre-manche). L'association pilote la Network of national volunteer-involving agencies (NN-VIA), sorte d'agence nationale des bénévoles, qui regroupe plus de 80 associations nationales, soit 2 millions de bénévoles.

<http://volunteeringmatters.org.uk/>

## BELGIQUE

# Accéder à la citoyenneté par l'alphabétisation

*Hanane Cherqaoui, formatrice à la Ligue de l'enseignement belge, anime des ateliers d'alphabétisation dans un quartier populaire de Saint-Gilles, une commune limitrophe de Bruxelles. Depuis neuf ans, elle aide des femmes d'origine marocaine à maîtriser le français, mais surtout à prendre confiance en elles.*

« À l'origine, les cours d'alphabétisation sont faits pour que les parents, qui ne maîtrisent pas ou mal le français, puissent lire un bulletin de notes, comprendre le fonctionnement de l'institution scolaire et ainsi suivre la scolarité de leurs enfants », explique Hanane Cherqaoui, animatrice à la Ligue belge de l'enseignement. Depuis neuf ans, elle exerce à Saint-Gilles, un quartier populaire et cosmopolite de la banlieue bruxelloise. De septembre à juin, au rythme de trois ou quatre matinées par semaine, quinze à vingt femmes, essentiellement marocaines, retrouvent Hanane. De fait, il n'y a pas d'hommes : la mixité, ici, est un frein et les hommes, qui généralement ont été scolarisés, s'inscrivent dans des cours de Français Langue Étrangère (FLE). Avec Hanane, l'ambiance est studieuse, sans toutefois être trop théorique. Naturellement, il y a des temps consacrés à la grammaire et à la conjugaison, mais l'animatrice privilégie les mises en situation dans les commerces ou les administrations. Surtout, elle axe ses séances sur les sorties au théâtre, au cinéma, et sur les ateliers cuisine ou couture... « Tout est prétexte à parler le français. Ce qui est important c'est d'oser s'exprimer, précise l'animatrice et d'insister : ce n'est pas tant un problème de langue que de confiance en soi. Quand ces femmes l'acquièrent, elles peuvent discuter de tout, se faire comprendre, arriver à une certaine autonomie. »

## UN OUTIL D'ÉMANCIPATION, PAS UNE FIN EN SOI

Jusqu'à l'année dernière, les cours avaient lieu au sein même de l'école. Certaines femmes, notamment celles de culture arabo-musulmane, obtenaient plus aisément l'accord de leur mari pour y assister (une réalité sur les quartiers). Les liens avec l'équipe enseignante et la participation à la vie de l'école étaient facilités. Cette année, l'établissement a accueilli davantage d'enfants. Hanane et ses « apprenantes » – c'est ainsi qu'elle appelle ses élèves – ont dû faire cours hors des murs scolaires. « Est-ce que cela a encore un sens de s'appeler Ligue de l'enseignement et de n'être plus dans l'école? », s'est tout d'abord interrogée Ha-

nane. Finalement, cela s'est avéré positif. La relation avec l'école ne s'est pas distendue autant qu'elle pouvait le craindre. Des parents la sollicitent toujours, par exemple pour expliciter un choix d'orientation pour leur enfant. Les cours sont désormais accessibles à tous, et non plus strictement qu'aux seuls parents d'élèves.

Si dans les premiers temps, Hanane a dû tracter à la sortie de l'école pour faire connaître ses cours, aujourd'hui, elle croule sous les demandes, au point de devoir constituer un second groupe d'apprenants. Mais Hanane et ses neuf autres collègues formatrices de la Ligue vont devoir adapter le contenu et les objectifs de leurs séances. En effet, la commune a dévoilé son Programme de Cohésion sociale pour le quinquennat à venir (2016-2020). Elle se donne comme priorité « l'apprentissage et l'appropriation de la langue française en tant que citoyen actif » et comme objectif, l'acquisition d'un niveau de connaissance du français oral et écrit suffisant et « en correspondance avec le Cadre européen commun de



© Ligue de l'enseignement belge

référence pour les langues (CECR) ». En d'autres termes, c'est l'employabilité qui est visée. L'attribution des subventions est conditionnée à ces critères. Cela implique de faire des tests d'évaluation en début et fin d'année et de constituer des groupes de niveaux – certaines apprenantes n'ont (quasi) pas été scolarisées dans leur pays d'origine, certaines ont du mal à intégrer des notions ou à mémoriser. Hanane s'inquiète : « Ces femmes ne sont pas là que

pour apprendre à lire et à écrire. L'alphabétisation devient une fin en soi, alors qu'elle n'est qu'un outil d'émancipation. »

• Philippe Ridou

## À SAVOIR

## LA LIGUE BELGE, PLUS DE 150 ANS D'EXISTENCE

La Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente de Belgique a fêté ses 150 ans en 2014. Elle a été créée par Charles Buls pour améliorer l'instruction en Belgique et sauvegarder le principe d'une École de la liberté de conscience. C'est grâce à une rencontre entre Charles Buls et Jean Macé que la Ligue verra le jour en France. Très proche des valeurs de la Ligue française, la Ligue belge a pour objet la défense et la promotion de l'enseignement public et de l'éducation laïque. Elle s'est surtout développée à Bruxelles et dans la partie francophone du pays.

[www.ligue-enseignement.be](http://www.ligue-enseignement.be)

Lire article p. 21 dans les Idées en mouvement n° 222.

## ESPAGNE

# Être femme, rom et émancipée

*Drom Kotar Mestipen, « le chemin de la liberté » en romani, est une association barcelonaise fondée en 1999 par des femmes roms et non roms. Son objectif : favoriser l'émancipation des femmes et des jeunes filles roms sans qu'elles renoncent à leur identité. Drom Kotar Mestipen est active dans toute la Catalogne, où 80 000 gitans (chiffre officiel) sont installés.*

Une formation d'« animatrice de temps libre et de restauration collective » a été mise en place depuis huit ans par l'association et près de 200 femmes en ont déjà bénéficié. Officiellement reconnue par le gouvernement catalan, elle donne le droit aux femmes qui la suivent d'encadrer des enfants dans les « esplai » (centres de loisirs) sur le temps de la pause midi, avant ou après l'école.

« Cette formation émane d'une demande récurrente des écoles qui accueillent des élèves roms car ils savent qu'avoir parmi leur personnel des adultes roms, et notamment des femmes, permet de donner à ces élèves des modèles à qui ils peuvent s'identifier et lutter contre leur absentéisme. Elle répond donc à un vrai besoin en Catalogne » explique Natalia Fernandez, coordinatrice de l'association.

Les sessions de formation sont organisées et planifiées par les femmes elles-mêmes qui se réunissent en assemblée et décident, en fonction de leurs besoins et disponibilités, de l'emploi du temps de la formation : 308 heures (dont 150 heures de stage). Les cours théoriques comprennent notamment des cours sur la culture et l'histoire roms. Les cours sont gratuits et les femmes peuvent bénéficier d'une garde d'enfants.

## EUROPE

# Dimensions européennes de l'éducation populaire

Il existe à peu près autant de définitions de l'éducation populaire que de mouvements. Toutefois, deux invariants se dégagent : favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et l'accès aux savoirs et à la culture comme condition de l'exercice de la citoyenneté. Ces deux invariants ont un corollaire : la mise en œuvre de pédagogies actives. Extraits d'une intervention de Jean-Claude Richez, chercheur associé à l'Injep, le 16 janvier 2013 au Club de la presse de Strasbourg sur le sujet <sup>1</sup>.

L'éducation populaire concerne aussi bien l'Europe du Nord que l'Europe méditerranéenne. L'ensemble de l'Europe germanique et scandinave connaît, de longue date, de puissants mouvements d'éducation populaire sous la forme d'universités populaires qui sont étroitement liées à la notion de « Volksbildung » en allemand, de « Volksbildning » en suédois (éducation du peuple littéralement). La notion – complexe – de « bildung » en allemand renvoie à la fois à la formation et à la culture, à un processus et à un état. Autrement dit : c'est se former et être cultivé. Le terme prend également une forte dimension de transformation et d'épanouissement personnel.

Si en France l'on retient en général le nom de Condorcet comme « fondateur » de l'éducation populaire, c'est Grundtvig, également poète, linguiste, pédagogue, his-

torien qui joue ce rôle pour les pays scandinaves et même au-delà. La pédagogie de Grundtvig fait une large place à l'environnement de l'individu, au « monde vivant », le monde tel qu'il est. Elle vise à développer le sens du bien commun. Le mouvement d'universités populaires lancé par Grundtvig au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle s'étendra à l'ensemble de la Scandinavie et reste aujourd'hui extrêmement puissant dans l'ensemble de ces pays : les universités populaires imposent par leur nombre et ceux de leurs participants. Leurs programmes sont souvent très proches de ce que porte l'éducation populaire en France.

En Allemagne, il existe plus de 1 000 universités populaires regroupées au sein d'un réseau (DVV). Elles fonctionnent comme centres locaux d'éducation tout au long de la vie et accueillent es-

sentiellement des adultes. Un système proche de l'Autriche et de la Suisse (un des berceaux de l'éducation populaire).

## « L'EXCEPTION FRANÇAISE »

L'éducation populaire « à la française » peut se penser comme exception. Deux grandes différences sont à noter. En premier lieu l'éducation populaire en Europe du Nord concerne essentiellement des adultes alors qu'en France les problématiques jeunesse structurent également très fortement le champ. L'éducation populaire, dans ses différentes variantes, a même exercé un quasi-monopole de l'éducation non formelle pour ce segment de la population. Ensuite, contrairement à la France, dans l'ensemble des pays du Nord, il n'y a pas d'articulation entre éducation des adultes et prise en charge des

## L'ÉDUCATION POPULAIRE, C'EST PLEIN DE MOUVEMENTS



jeunes en dehors du cadre scolaire. Historiquement, la jeunesse était prise en charge dans ces pays par les mouvements de jeunesse liés aux partis politiques (partis ouvriers socialistes ou communistes ou directement par les églises catholiques ou protestantes).

Ces différences s'expliquent par le fait que dans les pays où l'éducation des enfants a été prise en charge de façon moins tardive la question se déplace naturellement vers l'éducation au-delà de l'école, en particulier pour le peuple, pour ceux qui n'ont pas accès à l'enseignement au-delà du primaire, à l'enseignement supérieur <sup>2</sup>.

L'Espagne démocratique connaît également aujourd'hui un important mouvement d'universités populaires fédérées depuis 1981. Elles s'inscrivent dans une logique générale d'éducation pour adultes. Elles reposent sur un certain nombre de valeurs partagées, propres à la tradition pédagogique espagnole : accès à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, à tout âge et aux personnes de toutes conditions, égalité homme/femme, interculturalité, citoyenneté démocratique active à travers, notamment, la participation sociale et culturelle, etc.

Pas plus que la laïcité, l'éducation populaire n'est au fondement de la construction européenne. Pourtant il y a aujourd'hui dans les grands axes stratégiques européens qui recoupent le champ de l'éducation populaire la validation des apprentissages non formels et informels dans le cadre de la logique d'éducation tout au long de la vie. ■

1. L'intervention est consultable sur le site de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire [www.injep.fr](http://www.injep.fr)  
2. Autre explication : le choix fait par le Front populaire de refuser toute prise en charge par l'État de la jeunesse, estimant que cela relève de la société civile, et de privilégier à cette fin les mouvements d'éducation populaire.

Cette formation a permis à plus de 80 % des femmes de trouver un emploi par la suite. Au-delà de l'intérêt professionnel, elle donne surtout aux femmes l'opportunité de faire partie intégrante de la vie de l'école.

## LUTTER CONTRE LES PRÉJUGÉS

Drom Kotar Mestipen s'appuie également sur la « coéducation » lors de « trobadas » (rencontres) entre les femmes roms qui suivent un cursus éducatif (scolaire, universitaire, etc.) et celles qui souhaiteraient le faire. Ainsi, 250 à 300 femmes échangent par ce biais deux fois par an. « Ça m'a énormément aidé d'assister à une trobada. J'ai vu des étudiantes gitanes. C'était différent de ma famille. C'était un choc pour moi. Le fait d'être uniquement entre femmes permet d'avoir une plus grande liberté de parole. Pas par peur des hommes, puisqu'ils sont au courant et sou-

tiennent cette initiative, mais plus par respect face à des pères ou des personnes plus âgées » raconte Cristina, adhérente et bénévole de l'association.

Les actions de Drom Kotar Mestipen participent aussi de la lutte contre les pré-

jugés selon lesquels les roms ne voudraient ni étudier, ni travailler et ne s'occuperaient pas de leurs enfants.

• Eve-Laure Gay et David Lopez

## À SAVOIR

### L'ÉDUCATION POPULAIRE EN ESPAGNE

L'Espagne a une très ancienne tradition d'éducation populaire et d'activités culturelles issue de la révolution industrielle, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En Catalogne, les « ateneus » populaires (qui s'apparentent aux maisons du peuple italiennes) sont des lieux de regroupement, de formation, etc. Libertaires, fédérales, catholiques ou même privées, les ateneus (on date la première vers 1820) sont des équipements culturels. En Espagne, les associations d'éducation populaire ont été laminées par le franquisme, voire récupérées puisqu'il a lui-même créé ses propres lieux « d'éducation populaire » pour les femmes, les jeunes, etc. La renaissance des associations espagnoles, après 1975, est venue par les associations d'habitants dans les quartiers, villages qui ont contribué à constituer le creuset d'une nouvelle classe politique. D'une région à l'autre, les modalités d'associations diffèrent. En Andalousie par exemple, ce sont les coopératives d'agriculteurs qui sont très importantes.